



Cellule d'analyse européenne

Proposition de DIRECTIVE sur les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire

COM (2018)173

Résumé: Les petits opérateurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire sont davantage susceptibles de faire l'objet de pratiques commerciales déloyales. La Commission européenne propose une harmonisation partielle (minimale) instaurant une norme minimale qui offre aux PME et aux agriculteurs une meilleure protection contre les pratiques commerciales déloyales. La proposition contient une liste succincte de pratiques commerciales clairement déloyales et laisse aux États membres une marge d'appréciation pour conserver ou prendre des mesures plus strictes. Le contrôle est également renforcé. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de cette proposition de législation expire le 15 juin 2018.**

1. Contexte

Les pratiques commerciales déloyales pénalisent les petits opérateurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, soit les agriculteurs ainsi que les petites et moyennes entreprises. Ils sont le maillon faible de la chaîne en raison de leur pouvoir de négociation généralement faible en comparaison des grands opérateurs de la chaîne.

En juin 2016, une résolution du Parlement européen a invité la Commission à soumettre une proposition relative à un cadre juridique de l'Union concernant les pratiques commerciales déloyales.

Une majorité d'États membres disposent de règles qui protègent les fournisseurs contre les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire, mais ces règles sont très divergentes.

Aussi la proposition de directive formulée par la Commission vise-t-elle à instaurer au niveau de l'Union une norme minimale de protection contre les pratiques commerciales déloyales afin de réduire leur fréquence.

Cette proposition de directive a été précédée d'une analyse d'impact et d'une consultation publique des parties prenantes.

2. Teneur

En résumé, la proposition de directive contient les lignes de force suivantes :

Objectif: La proposition de directive veut instaurer au niveau de l'Union une norme minimale de protection contre les pratiques commerciales déloyales afin de réduire leur fréquence. Il est dès lors établi une liste restreinte de pratiques commerciales déloyales spécifiques interdites. L'application de ces règles est également renforcée. Les opérateurs pourront ainsi affronter la concurrence dans des conditions équitables.

Qui sont les bénéficiaires de la directive? La protection couvre les petits et moyens fournisseurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, dans la mesure où ils vendent des denrées alimentaires à des acheteurs qui ne sont pas des petites ou moyennes entreprises.

Quelles sont les pratiques commerciales déloyales?

- Les pratiques commerciales manifestement déloyales, les États membres conservant la possibilité de maintenir ou de prévoir des mesures allant plus loin :
 - a) le dépassement d'un délai de paiement de 30 jours au maximum,
 - b) l'annulation de commandes au dernier moment;
 - c) la modification unilatérale de contrats.
- Certaines pratiques commerciales sont considérées comme déloyales par leur nature même et les parties ne devraient pas avoir la liberté contractuelle d'y déroger.
- Certaines pratiques sont par ailleurs uniquement admises si elles ont fait préalablement l'objet d'un accord entre les parties rédigé en des termes dépourvus d'ambiguïté (par exemple: un client qui renvoie les denrées alimentaires invendues au fournisseur).

Quels sont les produits visés par la directive? Les produits agricoles (y compris les produits de la pêche) et les produits transformés à partir de produits agricoles.

Contrôle du respect des règles: Les États membres désignent une autorité publique qui peut ouvrir une enquête sur la base de plaintes anonymes concernant des pratiques commerciales déloyales et infliger des amendes (en Belgique: le SPF Économie). Cette autorité publique coopère avec d'autres États membres et avec la Commission européenne en vue de l'échange de connaissances et d'expériences.

3. Cadre juridique européen :

L'article 39 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui dispose que la Politique agricole commune doit veiller à assurer un niveau de vie équitable à la population agricole, ainsi que l'article 43, § 2, du même traité, qui confie au législateur de l'Union les compétences légales nécessaires en vue d'établir l'organisation commune des marchés agricoles au sein de l'UE.

Comme c'est la voie de la directive qui a été retenue, les États membres peuvent prendre des mesures qui vont au-delà des normes minimales établies par la directive.

4. Cadre belge

Comme il s'agit d'une directive, le texte doit être transposé dans la législation nationale. Une modification du Code de droit économique semble l'option la plus indiquée.

La Belgique fait partie des 8 États membres qui ne disposent pas encore d'une législation relative aux pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.

En Belgique, on continue de faire appel à la « concertation de la chaîne » sur une base volontaire. Cette concertation de la chaîne est une initiative soutenue par tous les maillons de la chaîne alimentaire et dans le cadre de laquelle les divers partenaires privés prennent eux-mêmes les choses en main en utilisant un modèle de concertation. Bien que cette concertation de la chaîne soit une initiative privée, le SPF Économie est devenu, depuis quelques années, un partenaire apprécié de la concertation de la chaîne agroalimentaire¹.

La Belgique a positivement accueilli l'initiative de la Commission européenne lors du Conseil « Agriculture et pêche » du 16 avril 2018. La crise dans le secteur agricole nécessite des mesures susceptibles de résoudre les problèmes aigus auquel ce secteur est confronté. Ces mesures doivent promouvoir des solutions structurelles en vue d'améliorer la position de l'agriculteur dans la chaîne alimentaire.

La Belgique a insisté pour que l'on tienne compte des accords intersectoriels conclus au niveau national, de façon à ce que les normes générales n'affaiblissent pas la position des agriculteurs. S'il existe déjà des règles plus strictes au niveau national ou sectoriel, la directive ne peut en aucun cas constituer une régression².

5. Suivi au sein des commissions compétentes de la Chambre:

- Commission de l'Économie ;
- Pour information: Comité d'avis fédéral pour les Questions européennes.

6. Suivi auprès des instances fédérales:

- SPF Économie (aspect « pratiques commerciales » et « contrôle ») ;
- Remarque : les agriculteurs constituent le groupe-cible que la mesure vise à protéger. L'agriculture est une matière régionalisée.

7. Subsidiarité/ Suivi parlementaire :

La proposition de directive COM(2018)173 est une proposition de législation. La commission compétente peut dès lors rendre un avis sur la subsidiarité au sens de l'article 37*bis* du Règlement de la Chambre.

Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de cette proposition de législation expire le 15 juin 2018.

¹ Voir Bulletin n° B146 - Question et réponse écrite n° 1917, <http://www.dekamer.be/kvvcr/showpage.cfm?section=qrva&language=fr&cfm=qrvaXml.cfm?legislat=54&dossierID=54-B146-861-1917-2017201820496.xml>.

² Voir <https://emis.vito.be/nl/artikel/bespreking-richtlijn-oneerlijke-handelspraktijken-de-voedselketen>.

Dans le cadre du « dialogue politique » (initiative Barroso), la commission compétente peut adresser un avis et/ou des observations et à la Commission européenne. Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Projet d'avis :

- En ce qui concerne la subsidiarité/compétence : avis positif.

Il est préférable d'instaurer, au sein de l'UE, une norme commune minimale de protection des petits opérateurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire par le biais d'une initiative européenne.

- En ce qui concerne la proportionnalité : avis positif.

Les mesures ne vont pas au-delà de l'objectif dans lequel la proposition de directive a été rédigée. Grâce à cette courte liste d'interdictions spécifiques touchant les pratiques commerciales déloyales et à l'application renforcée de la réglementation en vigueur, les opérateurs pourront faire face à la concurrence dans des conditions équitables et les petits acteurs de la chaîne d'approvisionnement alimentaire seront mieux protégés.

La Commission européenne tient compte de la législation qui a déjà été mise en place par la majorité des États membres. Elle n'introduit par conséquent qu'une harmonisation minimale au niveau de l'Union. Les États membres peuvent naturellement aller au-delà de la norme minimale de protection que la présente directive entend instaurer.

La Commission européenne ne propose pas non plus que soit créée une autorité centralisée chargée de faire appliquer les règles en la matière: elle confie cette compétence aux autorités de contrôle des États membres.

Pour en savoir plus:

Texte de la proposition législative:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180173.do#dossier-COD20180088>

Descripteurs Eurovoc:	UNION EUROPÉENNE – DIRECTIVE - PRATIQUES COMMERCIALES - POLITIQUE AGRICOLE – PRODUIT AGRICOLE – POLITIQUE DES PRIX, PME ET PETITS PRODUCTEURS – ABUS EN MATIÈRE DE DÉPENDANCE ÉCONOMIQUE
------------------------------	--

Rédaction: Roeland Jansoone, premier conseiller, tél. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@lachambre.be



Europese analysecel

Voorstel voor een RICHTLIJN inzake oneerlijke handelspraktijken in de relaties tussen ondernemingen in de voedselvoorzieningsketen

COM (2018)173

Samenvatting: Oneerlijke handelspraktijken benadelen de kleinere actoren in de voedselvoorzieningsketen. De Europese Commissie stelt een gedeeltelijke (minimale) harmonisatie voor waarbij een minimumnorm wordt ingevoerd die de KMO's en landbouwers beter beschermt tegen oneerlijke handelspraktijken. Het voorstel bevat een korte lijst van duidelijk oneerlijke handelspraktijken, waarbij de lidstaten de ruimte krijgen om strengere maatregelen te behouden of vast te stellen. Tevens wordt de handhaving versterkt. **De termijn om een subsidiariteitsadvies te formuleren over de ontwerprichtlijn, verstrijkt op 15 juni 2018.**

1. Context

Oneerlijke handelspraktijken benadelen de kleinere actoren in de voedselvoorzieningsketen, nl. de landbouwers en de kleine en middelgrote ondernemingen. Zij zijn de zwakste schakel in de keten doordat zij zich doorgaans in een zwakke onderhandelingspositie bevinden in vergelijking met grotere actoren.

In juni 2016 heeft het Europees Parlement in een resolutie de Europese Commissie verzocht om een voorstel in te dienen voor een rechtskader van de Unie inzake oneerlijke handelspraktijken.

Momenteel hebben de meeste lidstaten regels ter bescherming van leveranciers tegen oneerlijke handelspraktijken in de relaties tussen ondernemingen in de voedselvoorzieningsketen, maar deze regels lopen sterk uiteen.

De ontwerprichtlijn, die de Commissie voorstelt, wenst daarom op Unieniveau een minimumnorm van bescherming tegen oneerlijke handelspraktijken in te voeren om die praktijken terug te dringen.

Deze ontwerprichtlijn is er gekomen na een impact assessment en een openbare raadpleging van de stakeholders.

2. Inhoud

Samengevat, bevat de ontwerp-richtlijn de volgende krachtlijnen:

<u>Doel:</u> De ontwerp-richtlijn wenst een minimumnorm van bescherming tegen oneerlijke handelspraktijken in te voeren op Unieniveau om die praktijken terug te dringen. Er komt daarom een korte lijst van specifieke verboden oneerlijke handelspraktijken. Tevens wordt de handhaving versterkt. Hierdoor kunnen de marktdeelnemers onder eerlijke voorwaarden concurreren.
<u>Wie wordt begunstigd door de richtlijn?</u> De bescherming heeft betrekking op kleine en middelgrote leveranciers in de voedselvoorzieningsketen voor zover zij voedingsproducten verkopen aan afnemers die niet klein of middelgroot zijn.
<u>Wat zijn de oneerlijke handelspraktijken?</u> - Duidelijk oneerlijke handelspraktijken, waarbij de lidstaten de ruimte krijgen om strengere maatregelen te behouden of vast te stellen: a) overschrijden van een maximale betalingstermijn van 30 dagen, b) het annuleren van bestellingen op het laatste moment; c) het eenzijdig aanpassen van contracten. - Bepaalde handelspraktijken worden naar hun aard als oneerlijk beschouwd en mogen niet het voorwerp uitmaken van de contractuele vrijheid van de partijen om ervan af te wijken. - Daarnaast zijn er praktijken die alleen zijn toegestaan als de betrokken partijen daarover vooraf een ondubbelzinnig akkoord hebben gesloten (bijvoorbeeld: een afnemer die onverkochte levensmiddelen terugstuurt naar de leverancier).
<u>Welke producten viseert de richtlijn?</u> Landbouwproducten (met inbegrip van visserijproducten) en op basis van landbouwproducten verkregen verwerkte producten.
<u>Handhaving:</u> De lidstaten moeten een overheidsinstantie aanwijzen die op basis van anonieme klachten een onderzoek kan opstarten met betrekking tot de oneerlijke handelspraktijken en die boetes kan opleggen (In België: de FOD Economie). Deze overheidsinstantie werkt samen met andere lidstaten en met de Europese Commissie bij de uitwisseling van kennis en ervaringen.

3. Europese rechtsbasis:

Artikel 39 van het Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) dat stelt dat het Gemeenschappelijk landbouwbeleid moet zorgen voor een redelijke levensstandaard voor de landbouwbevolking en 43, § 2 VWEU, waarbij aan de wetgever van de Unie de wettelijke bevoegdheden zijn toegekend om een gemeenschappelijke ordening van de landbouwmarkten in de EU in te stellen.

Omdat voor een richtlijn is gekozen, kunnen de lidstaten maatregelen aannemen die verder gaan dan de minimumnormen bepaald in de richtlijn.

4. Belgisch kader:

Omdat het om een richtlijn gaat, moet de tekst worden omgezet in interne wetgeving. Een aanpassing van het Wetboek van economisch recht lijkt de aangewezen optie.

België behoort tot de 8 lidstaten die nog geen wetgeving heeft op het vlak van oneerlijke handelspraktijken in de relaties tussen de actoren in de voedselvoorzieningsketen.

In België wordt nog steeds beroep gedaan op vrijwillig ketenoverleg. Dit ketenoverleg is een initiatief gedragen door alle schakels van de voedingsketen, waarbij de diverse privé-partners via een overlegmodel zelf de zaken aanpakken. Niettegenstaande het ketenoverleg een privé initiatief is, heeft de FOD Economie zich de afgelopen jaren getoond als een gewaardeerde partner in het agrovoeding-ketenoverleg¹.

België heeft het initiatief van de Europese Commissie tijdens de Landbouwraad van 16 april 2018 positief onthaald: De crisis in de landbouwsector vereist maatregelen die een antwoord bieden op de acute problemen. Deze maatregelen moeten structurele oplossingen aanreiken om de positie van de landbouwer in de voedselketen te verbeteren.

België heeft erop aangedrongen om rekening te houden met de nationale intersectorale akkoorden zodat de algemene normen de positie van de landbouwers niet zouden verzwakken. De richtlijn mag geen stap achteruit betekenen, als er reeds striktere nationale of sectorale regels bestaan².

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Bedrijfsleven;
- Ter informatie: adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties:

- Federale Overheidsdienst Economie (aspect “handelspraktijken” en “handhaving”);
- Opmerking: De doelgroep die door de maatregel wordt beschermd, zijn de landbouwers. Landbouw is een geregionaliseerde aangelegenheid.

7. Subsidiariteit/ Parlementaire opvolging:

De ontwerprichtlijn COM (2018)173 is een wetgevingsvoorstel. De bevoegde commissie kan bijgevolg een advies over de subsidiariteit geven in de zin van Art.37bis van het Kamerreglement.

De termijn om een subsidiariteitsadvies te formuleren over dit voorstel verstrijkt op 15 juni 2018.

De bevoegde commissie kan eveneens in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie een advies en/of opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Ontwerp van advies:

- Wat de subsidiariteit/ bevoegdheid betreft: positief advies.

¹ Zie: Bulletin nr. B 146: Schriftelijke Vraag & Antwoord nr. 1917,
<http://www.dekamer.be/kvvcr/showpage.cfm?section=qrva&language=nl&cfm=qrvaXml.cfm?legislat=54&dossierID=54-B146-861-1917-2017201820496.xml>

² Zie: <https://emis.vito.be/nl/artikel/bespreking-richtlijn-oneerlijke-handelspraktijken-de-voedselketen>

Het invoeren van een gemeenschappelijke minimumnorm voor de bescherming van de kleinere actoren in de voedselvoorzieningsketen in de EU gebeurt bij voorkeur via een Europees initiatief.

- Wat de proportionaliteit betreft: positief advies.

De maatregelen gaan niet verder dan de doelstelling waarvoor de ontwerprichtlijn is opgesteld. Door een korte lijst van specifieke verboden oneerlijke handelspraktijken te voorzien en de handhaving te versterken, kunnen de marktdeelnemers onder eerlijke voorwaarden concurreren en worden de kleinere actoren in de voedselvoorzieningsketen beter beschermd.

De Europese Commissie houdt rekening met de wetgeving die de meeste lidstaten al hebben opgesteld. Daarom voert zij op Unieniveau een minimale harmonisatie in. De lidstaten kunnen verder gaan dan de minimumnorm voor de bescherming die de onderhavige richtlijn wil invoeren.

De Europese Commissie stelt evenmin een gecentraliseerde handhavingsautoriteit in, maar plaatst de bevoegdheden bij de handhavingsautoriteiten van de lidstaten.

Om meer te weten:

Tekst van het wetgevingsvoorstel:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20180173.do#dossier-COD20180088>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – RICHTLIJN - HANDELSPRAKTIJKEN - LANDBOUWBELEID – LANDBOUWPRODUCT - PRIJSBELEID, KMO'S EN KLEINE PRODUCENTEN - MISBRUIKEN INZAKE ECONOMISCHE AFHANKELIJKHEID
------------------------------	---

Redactie: Roeland Jansoone, Eerste adviseur, tel. 02/549.80.93,
roeland.jansoone@dekamer.be